



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de la défense nationale

NDDN • NUMÉRO 042 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 22 mars 2007

Président

M. Rick Casson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de la défense nationale

Le jeudi 22 mars 2007

• (0905)

[Traduction]

Bgén A. J. Howard (directeur général, Opérations de l'État-major interarmées stratégique, ministère de la Défense nationale): Bonjour, monsieur le président et membres du comité.

Je comparais de nouveau pour faire brièvement le point sur les opérations des Forces canadiennes en Afghanistan. Je vais me reporter aux diapositives projetées sur l'écran.

J'espère que votre dernier passage en Afghanistan pour y voir la Force opérationnelle interarmées a été utile. Je suis sûr que vous avez eu une impression favorable du travail difficile accompli par les troupes pour aider l'Afghanistan à se bâtir un meilleur avenir. Elles ont apprécié votre visite, et je suis sincère. Le fait que des Canadiens viennent voir ce qui se passe et en parlent à leur retour est très important pour elles. C'est ce que les soldats ont dit à la gouverneure générale, que j'ai eu l'honneur d'accompagner pendant deux semaines dans le pays. Voilà le sens que revêtent ces visites. Je transmets donc leurs réactions. Quand on leur pose la question, ils regardent ailleurs, mais ils aiment qu'on vienne voir ce qu'ils font, c'est certain.

Le président: Général, je dois vous dire que, lorsque je suis rentré, j'ai préparé une présentation en PowerPoint. Au cours des deux semaines que je viens de passer dans ma circonscription, je l'ai montrée huit fois, devant des membres de la légion, des cadets, dans des maisons pour les aînés et des écoles, partout où on voulait bien la voir. L'intérêt était très vif.

Bgén A. J. Howard: Oui.

[Français]

Ma présentation visera principalement à mettre à jour les enjeux de sécurité qu'on a mentionnés au cours des dernières semaines. Après ma présentation, je serai disposé à vous fournir des éclaircissements sur ces enjeux.

[Traduction]

Je confirme au comité que mon mandat ce matin est de présenter une mise à jour non confidentielle sur les opérations en Afghanistan en mettant l'accent sur les activités de la Force opérationnelle interarmées au cours des dernières semaines, puisque vous êtes allés sur le théâtre, et de répondre le plus clairement possible à toute question que vous auriez sur mon exposé.

Il y a toujours trois lignes d'opérations dans la mission FIAS, approuvée par l'ONU et dirigée par l'OTAN, et elles sont liées, mais je dois insister ici surtout sur la sécurité, qui doit appuyer et renforcer les deux autres éléments : renforcer la capacité afghane de surmonter les difficultés et reconstruire le pays.

Je vais expliquer aux nouveaux membres du comité ce qui constitue la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, les effectifs de 2 500 personnes des FC que nous y avons.

Monsieur le président, je ne vais pas m'attarder là-dessus si vous voulez que je fasse vite. S'il y a une raison d'insister, je vais le faire.

J'ai un court état de la météo. Comme je l'ai déjà dit au cours d'autres séances, l'hiver a été relativement rigoureux en Afghanistan, alors qu'il avait été anormalement doux l'année précédente. La carte montre quelle a été la situation en décembre, avec les fortes pluies d'automne dont je vous ai parlé. Cela n'a pas été fréquent ces dernières années, car il y a dans le pays un désert très sec. Les pluies ont été un bon répit, mais elles ont ralenti certaines activités qui étaient prévues. Le temps a été plus sec après Noël.

La Route du sommet sur laquelle nous avons beaucoup travaillé et où nous avons eu toutes sortes de difficultés à l'automne a bien progressé. Que reste-t-il à faire?

Cette route plus ou moins asphaltée traverse la région de Zhari-Panjwaii, où les Canadiens ont mené les opérations Médusa et Baaz Tsuka. Nous avons l'obligation d'aider la collectivité locale à reconstruire après ces deux opérations. La route a un rôle central à jouer, car elle permet le commerce et les déplacements de la police et de la population locale.

La majeure partie de la route est maintenant asphaltée. Il reste à construire le pont sur la rivière Arghandab. La liaison sera établie avec les secteurs sud de Panjwaii, dont les habitants pourront se rendre à Kandahar.

Pour la construction du pont sur la rivière, nous avons prénégocié un contrat qui a été signé le 26 février. Une entreprise turque va le construire. La mauvaise nouvelle, c'est qu'il faudra plus de 690 jours pour exécuter le contrat. À titre d'information, c'est en décembre 2008 que le pont sera enfin achevé, mais le reste de la route est à peu près terminé.

Je vais maintenant dire un mot du regain d'activité des derniers mois.

Dans l'ensemble, comme vous l'avez lu dans les journaux, c'est dans la province de Helmand que les talibans ont été les plus actifs pendant l'hiver. Cela est attribuable en partie aux opérations énergiques et soutenues menées par les forces britanniques dans la vallée de la rivière Helmand pour assurer la liberté de mouvement autour du barrage de Kajaki, afin qu'on puisse y faire des travaux majeurs de remise en état et ainsi accroître considérablement l'approvisionnement en électricité dans tout le sud de l'Afghanistan.

Un autre facteur complique la situation à Helmand, car on produit dans cette province plus de la moitié du pavot afghan. Il est certain que l'arrivée des forces de l'OTAN et leur présence depuis un an et demi ont déstabilisé les talibans, pour qui la région a été un secteur d'activité intense ces derniers mois.

● (0910)

[Français]

Dans la province de Kandahar, par contre, les talibans ont connu un recul important dans les districts de Panjwayi et de Zhari à la suite des opérations continues en cours de la FIAS. La position du gouvernement a été renforcée et, par conséquent, l'influence des talibans dans la région a été réduite.

Dans la province de Kandahar, les talibans ont continué de viser les forces de sécurité nationale afghanes. La semaine dernière, ils ont conduit deux attaques au véhicule suicide, et 11 membres des forces de sécurité nationale afghanes ont perdu la vie.

[Traduction]

Les talibans continuent de cibler les forces afghanes locales. C'est ce que nous avons constaté ces derniers mois. Nous prenons des mesures pour épauler nos partenaires afghans et les rendre moins vulnérables. J'en parlerai un peu plus dans une minute.

À cause du relief montagneux et des intempéries extrêmes, les talibans n'ont guère pu faire mieux, à Oruzgan et à Zabol, qu'entraver la mobilité de la FIAS. Si vous me demandez un instantané du Commandement régional Sud, où nous avons des opérations dans la partie sud du pays, toute l'activité a été concentrée en fait dans la province de Helmand. Les tensions y sont plutôt fortes depuis quelques semaines.

Passons maintenant à la FIAS. Je vais commencer au plus haut niveau pour descendre jusqu'au niveau de la Force opérationnelle interarmées.

Le 4 février, le général américain Dan McNeill a pris le commandement des effectifs de quelque 31 000 personnes de la FIAS, commandement qui était jusque-là assuré par le général britannique David Richards. Vous vous souviendrez que celui-ci avait pris le 4 mai 2006 le commandement d'un effectif de 9 000 personnes. Nous en sommes à 31 000, mais il a commencé avec 9 000. La Force internationale d'assistance à la sécurité était responsable seulement de Kaboul et des régions relativement pacifiques du nord et de l'ouest de l'Afghanistan. Sous son commandement, la FIAS s'est attaquée à la difficile région sud, avec des forces canadiennes et de la coalition pour la première fois. Il a pris le commandement d'une grande partie des forces américaines affectées au secteur est du pays.

Cette présence, qui remonte à seulement un peu plus d'un an, est une réalisation majeure. Il faut y voir une grande avancée vers la sécurité en Afghanistan. Le général Richards a cédé le commandement en février 2007.

● (0915)

[Français]

Selon le général Richards, que j'ai pu écouter dans le cadre d'un récent atelier qu'il a présenté en Angleterre sur l'Afghanistan et qui était commandité par le Conseil de Senlis, la FIAS a pris une place importante en Afghanistan.

Bien que je ne sois pas assis ici devant vous aujourd'hui pour prétendre que la mission de l'OTAN sanctionnée par les Nations Unies ne comporte aucun défi, je peux dire que dans la perspective des opérations militaires, il y a des signes prometteurs.

[Traduction]

Je voudrais vous donner le point de vue du général Richards sur les succès qu'il estime avoir remportés pendant son commandement. Il est important de vous faire connaître ce point de vue étranger. Il dit d'abord que la communauté internationale aborde maintenant de façon unifiée la question de la sécurité en Afghanistan. Il est très important pour le gouvernement afghan de pouvoir traiter avec une seule personne qui dirige la FIAS. Le général a obtenu ce résultat. La FIAS a pu étendre son action à tout le pays.

Deuxièmement, à l'été, la FIAS a infligé aux insurgés une défaite tactique importante. Le général fait ici allusion au succès de la coalition pendant l'opération Médusa, dont des troupes afghanes et canadiennes ont pris la tête, mais qui a été appuyée par de nombreux moyens de nos partenaires dans le Sud. Les Canadiens ont eu une influence déterminante là-bas en travaillant avec les Afghans, épaulés par l'OTAN. Cette victoire a eu un grand retentissement, en tout cas dans la province de Kandahar.

Selon le général, c'est la FIAS qui a l'initiative. Il l'explique en disant que, ces derniers mois, les insurgés n'ont pu atteindre les objectifs annoncés. Ils devaient reprendre Kandahar et la ville. Ils ne l'ont pas fait. Ils devaient repousser les Britanniques de Helmand. Ils n'y sont pas parvenus. Ils devaient poursuivre une solide offensive pendant l'hiver. Cela ne s'est pas réalisé non plus.

Dans trois des cinq régions, il y a eu au bas mot 40 p. 100 moins d'incidents en décembre 2006 qu'en décembre 2005. Par rapport à l'année passée, les talibans ont moins attaqué les forces afghanes et de l'OTAN. Les incidents, les attentats contre la FIAS et l'OTAN, ont été ramenés d'un sommet de 913 en août à 342 en décembre 2006.

Le général Richards a eu un important rôle à jouer dans le groupe consultatif présidentiel, mis sur pied afin de renforcer la gouvernance et de réunir une grande partie des partenaires à Kaboul pour travailler avec le président et s'occuper des districts périphériques du pays.

Enfin, l'Armée nationale afghane est plus forte et mieux entraînée. Voilà une raison d'être optimiste devant la situation de l'Afghanistan.

Comme je l'ai dit, il y a là-bas beaucoup de difficultés. Vous pourriez en signaler, et il en est question dans la presse, mais il est certain qu'on accomplit des progrès en Afghanistan.

Je vais maintenant parler de la région où nous travaillons, le Commandement régional Sud, dire un mot de ce qui se passe dans les autres provinces et m'attarder ensuite à la présence canadienne dans la province de Kandahar.

Dans la zone du Commandement régional Sud, les efforts, ces dernières semaines, ont porté surtout sur la sécurisation de la région par la déstabilisation des talibans et la mise en place de conditions favorables au développement, surtout dans la zone de développement de la ville de Kandahar. Dans la zone des opérations de Helmand, le nord de la province est resté au centre des opérations de talibans, et donc du Commandement régional Sud. Il y a toujours des troupes nombreuses sur le terrain dans toute la province. Malheureusement, le cessez-le-feu orchestré dans la région de Musa Qala n'a pas tenu.

Les Britanniques et nous avons aussi constaté qu'on utilisait de nouvelles armes. Les missiles sol-air et d'autres armes sournoises suscitent actuellement une grande préoccupation. Elles compliquent nos opérations dans la région. Cela ne nous empêche pas d'agir, mais il faut être un peu plus prudent.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, les forces britanniques tiennent à moderniser et à remettre en état le barrage de Kajaki, et elles ont mené des opérations visant à assurer la sécurité nécessaire à l'exécution de ce travail. Il en sera question de façon plus détaillée dans une autre diapo. Vous comprendrez le rôle du Canada à cet égard et l'action de la FIAS.

• (0920)

[Français]

Du point de vue des forces opérationnelles dans la province de Zaboul, les autres continuent de s'orienter vers des opérations de sécurité le long de la route 1, de diriger des opérations de sécurité dans la zone de défense afghane et de déranger les talibans dans le district de Mizan. Au nord, les forces opérationnelles dans le secteur d'Ourouzgân ont continué de s'orienter vers la sécurité dans les régions de Dihrawud et Tirin Kot.

La liberté de mouvement relative dont jouissent encore les talibans est encore plus limitée aux abords de Tirin Kot.

[Traduction]

La diapo suivante est très chargée. Je vais m'y reporter plusieurs fois.

Pour la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan, les dernières semaines ont été extrêmement occupées. Je commence par le premier point : la rotation récente qui a été très réussie — dans le jargon de l'armée, il s'agit de la relève sur place. Nous venons de remplacer la plupart des soldats qui sont venus de Petawawa par des troupes qui viennent surtout de l'est du Canada. Le personnel qui rentre, basé dans le groupement tactique 1 RCR, l'ERP qui était dirigé par Simon Heatherington, que vous aurez rencontré au cours de votre voyage, ainsi que le commandement national et les éléments de soutien, Fred Lewis et son équipe, sont partis de Kandahar il y a trois ou quatre semaines pour aller dans un centre de décompression à Chypre, où ils ont pu se détendre quelques jours avant de rentrer au Canada. Ils sont tous de retour sains et saufs, et prennent leur congé préparatoire au déploiement.

Les Forces canadiennes estiment que l'équipe de la rotation 2, celle qui vient de rentrer, peut se targuer de nombreuses réalisations. J'en énumère quelques-unes. Elle a infligé un cinglant revers aux insurgés au cours de l'opération Médusa, rendant possible une zone de développement afghane à Kandahar. Je soutiens que bien d'autres activités de la FIAS dans le Sud ont pu se déployer parce que nous avons clairement fait comprendre aux talibans que nous allions tenir bon, auprès des Afghans de la région, pour assurer leur sécurité et les épauler. Vous vous souvenez du long week-end de septembre au cours duquel nous avons subi de nombreuses pertes pendant

l'opération Médusa. Cela demeure un drame pour ceux qui ont perdu la vie, mais la mission a été réussie.

L'équipe a établi un périmètre plus sûr autour de la région de Zhari et de Panjwaii et a mis en place un cadre rudimentaire pour que les forces de sécurité afghanes couvrent la région. C'est la deuxième grande réalisation. Elle a joué un rôle de mentor et aidé tous les ordres de gouvernement, du niveau provincial au niveau national. Elle a entrepris la construction de la Route du sommet et facilité la croissance de l'armée nationale et de la police nationale afghanes dans la province de Kandahar. Les effectifs, clairsemés au départ, se chiffrent par centaines. Des centaines de policiers et de soldats afghans sont maintenant à l'oeuvre dans la province de Kandahar grâce au travail acharné de la rotation 2.

Le deuxième point porte sur le groupement tactique du 2^e Royal Canadian Regiment, actuellement en place. Je vais dire un mot de certaines de ces activités. En ce moment, le gros de leurs efforts porte sur la sécurité, la reconstruction et le développement dans la zone d'opérations de Panjwaii et de Zhari. Je montre cette zone d'opérations comme rappel. La Route du sommet est à droite et il y a là toute la région où nous sommes actifs depuis plusieurs mois.

Le groupement tactique du 2^e RCR, de la BFC Gagetown, au Nouveau-Brunswick a pris les rênes et continué à assurer la sécurité dans toute la région avec nos partenaires de la sécurité nationale afghane. Comme je l'ai dit plus tôt, les progrès se sont poursuivis dans la construction de la Route du sommet, et le groupement tactique continue d'assurer la sécurité sur cette route. Les opérations Médusa et Baaz Tsuka — cette dernière ayant pris fin récemment — nous ont menés depuis la Route du sommet, vers l'est, à Howz-e Madad et Sangsar, et nous avons chassé les talibans de cette zone et permis à la population locale de rentrer chez elle. Avant ces deux opérations, de nombreux Afghans avaient fui la région et, lorsque les talibans ont engagé le combat contre les forces afghanes et nos troupes, la vie a été bouleversée dans toute la région. Au cours des dernières étapes de l'opération Baaz Tsuka, plus de 2 500 familles afghanes sont rentrées chez elles, et, avec l'aide des forces de la sécurité nationale de l'Afghanistan, nous essayons maintenant d'assurer la sécurité dans cette région. Ce travail demeure au centre des préoccupations du groupement tactique.

• (0925)

Voyez la différence entre l'automne et le printemps. L'automne dernier, quand on se promenait dans ce secteur, on ne voyait pas de marchés, on ne voyait pas beaucoup de familles, on ne voyait pas de jeunes le soir, on ne voyait pas de lampes allumées. Il n'y avait pas beaucoup de monde. Les habitants de l'endroit étaient partis. Il y a deux semaines seulement, on pouvait voir une collectivité en plein épanouissement. Les familles sont revenues. Les marchés sont ouverts. Les aînés de villages communiquent bien avec les forces de sécurité et nos propres troupes, et ils essaient de dire où se trouvent les talibans, où sont les caches d'armes. Il y a des lampes allumées le soir, nous voyons des enfants jouer — toutes sortes de choses qu'on peut voir à Kaboul. Ce sont d'excellents résultats dans toute cette région.

[Français]

Au cours des dernières semaines, les forces de sécurité nationale afghanes ont appuyé le regroupement tactique pour poursuivre les patrouilles dans la région en vue de contrecarrer les efforts des talibans pour revenir.

Plusieurs caches de munitions ont été découvertes et détruites. Notre objectif dans cette région a été de mettre sur pied des forces locales afghanes de sécurité, incluant l'armée et la police nationale afghanes, en vue d'assumer la responsabilité de la sécurité. Nous voudrions voir plus de 700 policiers afghans déployés dans cette région.

[Traduction]

Grâce à cette opération, on reconnaît davantage dans cette région la légitimité du gouvernement de l'Afghanistan et on lui fait davantage confiance. La participation du gouverneur de Kandahar à l'opération Baaz Tsuka a été très encourageante. Le personnel provincial a beaucoup cherché à influencer les dirigeants tribaux et à les amener à faciliter le retour des Afghans chez eux, et cela cadre avec notre approche cruciale, qui consiste à amener les Afghans à aider leurs concitoyens, tandis que nous restons en coulisse à soutenir leurs efforts. Les équipes COCIM demeurent actives dans toute cette région, cernant les projets à impact rapide et les possibilités de rémunération en échange de travail.

Pour revenir à la diapo, j'ai parlé de l'effort principal. J'ai parlé de la route du sommet. Je voudrais maintenant dire un mot des opérations que nous appuyons dans la province de Helmand.

Vous avez peut-être remarqué dans la presse une allusion à l'opération Achille. Dans la diapo suivante, nous avons présenté une autre carte, avec Helmand au centre et quelques flèches. J'ai indiqué le barrage de Kajaki, et en voici des images, ainsi que des images des forces britanniques et de la coalition dans la province de Helmand. Je vais parler du district Maywand, où des Canadiens sont actifs. L'opération Achille est l'opération du Commandement régional Sud dirigée par le Royaume-Uni et centrée sur la province de Helmand. Elle vise à déstabiliser les activités des insurgés dans la vallée de la Sangin, favorisant les conditions qui assureront un soutien durable pour le barrage de Kajaki.

Dans cette opération, la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan assure un soutien. Nous assumons des tâches d'interdiction et de déstabilisation dans le district de Maywand, le long de la démarcation entre Kandahar et Helmand. Nous avons dépêché une équipe de combat canadienne d'environ 200 soldats déployés dans le district de Maywand pour appuyer l'opération Achille. Elle comprend une compagnie d'infanterie, des chars d'assaut, de l'artillerie et des ingénieurs. L'opération a débuté le 5 mars et se poursuivra pendant l'avenir prévisible.

Le barrage de Kajaki, situé dans le nord de la province de Helmand, est le plus grand de l'Afghanistan. C'est l'exemple parfait de l'approche globale qui allie sécurité, reconstruction et développement pour tenir, au prix d'un travail acharné, la promesse de retombées économiques importantes. Nous menons des opérations militaires dans la région pour pouvoir réparer ce barrage. Malheureusement, les talibans entravent notre liberté de nous déplacer pour nous rendre à ce barrage et ne laissent pas les Afghans le réparer. Il faut le réparer pour fournir l'électricité dans tout le Sud. Il y a une quinzaine de jours, nous avons craint une interruption d'approvisionnement qui toucherait par exemple la ville de Kandahar. Pour simplement dégager la route et sécuriser le barrage, les forces britanniques mènent des opérations à Helmand. Nous leur prêtons main-forte.

Il y a une raison pour laquelle nous menons cette opération militaire, et nous voyons déjà des résultats positifs. Le défi sera difficile à relever. Il faudra des semaines et des mois pour y arriver. Ce qui est encourageant, c'est qu'il y a encore de l'électricité à Kandahar. J'ai pensé à vous en parler. C'est la raison d'être de l'opération Achille. Il ne s'agit pas seulement de sécuriser le barrage. Un objectif majeur de l'entreprise est de redonner la province aux Afghans qui y habitent.

Enfin, pour ce qui est du reste du groupement, il y a la construction en cours de points de contrôle et le choix de leur emplacement dans la ville de Kandahar et aux environs. Il sera plus difficile pour les insurgés d'apporter des armes et approvisionnements à Kandahar ou de les y faire transiter. Nous voulons aider à protéger un peu mieux les forces de sécurité afghanes. Nous aidons par conséquent à leur fournir des points de contrôle sûrs que les talibans ne pourront pas faire disparaître. Voilà comment nous essayons d'aider nos partenaires à cet égard.

● (0930)

L'équipe de reconstruction provinciale poursuit son travail exceptionnel. L'ajout de la compagnie d'infanterie, l'automne dernier — vous vous souviendrez de ce renfort — a permis à l'équipe de faire deux fois plus de réunions sûres et de patrouilles que par le passé. Cet élément supplémentaire de protection rapporte gros.

Le ministre Zia, du ministère de la Réadaptation rurale et du Développement dans le gouvernement afghan, comme vous le savez tous, a récemment annoncé 38 nouveaux sous-projets dans la province de Kandahar. Notons par exemple l'aménagement de puits d'eau potable — il y en aura 300 ou 400 un peu partout dans la province —, trois ou quatre réseaux de distribution d'eau et la construction de deux cliniques. Voilà qui est constructif et témoigne d'un grand effort pour assurer le développement dans une région et une province aux prises avec de graves problèmes de sécurité. Selon moi, tout cela va beaucoup aider l'ensemble de nos efforts de reconstruction.

Un mot rapide sur l'équipe consultative stratégique qui joue un rôle de soutien auprès du gouvernement afghan. Depuis quelques semaines, elle aide le gouvernement par ses capacités de planification stratégique. Nous avons avec nous un agent de l'ACDI. Des avocats et des spécialistes en communication aident les bureaucrates afghans sur place dans certaines activités de reconstruction très importantes au niveau national. Ils soutiennent des initiatives dans le domaine de l'agriculture et du commerce, et ils aident le ministère au cours de visites, par exemple. Vous avez une idée du travail qu'ils font, et il leur en revient un grand mérite.

Je dois conclure ma brève mise à jour là-dessus. Monsieur le président, je me ferai un plaisir de donner des éclaircissements si je le peux.

● (0935)

Le président: Merci beaucoup.

Dans le passé, nous avons eu une tournée de questions, des périodes de cinq minutes. Il y aura donc 20 minutes de questions.

Nous allons commencer par l'opposition officielle.

Hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.): J'ai une petite question, et mon collègue en aura une autre. Il s'agit de l'équipe consultative stratégique... J'essaie de comprendre. Nous avons une équipe de 15 ou 16 hommes en uniforme qui relèvent du colonel Labbé. Est-ce que c'est lui qui est responsable de ce groupe qui doit conseiller le gouvernement au sujet de la gouvernance et d'autres questions du même ordre? C'est bien cela?

Bgén A. J. Howard: L'équipe consultative stratégique en Afghanistan comprend 15 personnes. Elle se trouve là-bas depuis environ deux ans, et elle est actuellement dirigée par le colonel Dixon. Le colonel Labbé en prendra le commandement cet été.

Cette équipe a été proposée pour donner à un niveau immédiatement inférieur à celui du ministre une aide en planification stratégique et offrir des compétences à cet égard. Il s'agit simplement d'aider les bureaucrates du ministère: comment s'organiser pour rédiger un document ou préparer une activité.

L'hon. Denis Coderre: Pourquoi cela ne relève-t-il pas du ministère des Affaires étrangères? Pour ma gouverne — Pourquoi le ministère des Affaires étrangères ne se charge-t-il pas de ce travail? Pourquoi est-ce le MDN? Cela découle-t-il de l'opération Argus? C'est ainsi que cela a débuté?

Bgén A. J. Howard: C'est une offre que le général Hillier a faite au président lui-même. Nous avons créé cette équipe et nous nous sommes engagés dans cette voie. Rien n'empêcherait d'autres ministères de faire ce travail.

Il importe de signaler que, comme nous avons l'habitude de déployer des groupes dans le monde entier, c'est un travail qui nous convient naturellement en ce moment. Une raison précise? L'évaluation pourrait tenir compte de la possibilité d'admettre dans l'équipe des représentants d'autres ministères. Ce peut être une bonne question.

Il y avait là un besoin et nous pouvions donner un coup de main. Nous sortons un peu des sentiers battus, mais ceux dont nous proposons les services sont souvent des fonctionnaires d'expérience et beaucoup d'entre eux ont des spécialisations, en droit ou en communications par exemple, et cela est très utile. Nous avons accueilli volontiers l'agent de l'ACDI qui s'est joint à nous. Peut-être avec le temps devons-nous céder la place à d'autres spécialistes.

L'hon. Denis Coderre: L'équipe est reliée au CEMD. Ma seule question — Grâce à cette capacité, vous avez beaucoup d'experts là-bas, et vous assurez la cohésion dans l'action du gouvernement, mais le compte rendu que j'ai vu à la CBC dit que même l'ACDI et le ministère des Affaires étrangères doivent avoir la permission du général Hillier avant de soumettre des problèmes ou d'obtenir des réponses. Cela, parce que ces gens ne viennent pas des Affaires étrangères. C'est juste?

Bgén A. J. Howard: Je ne peux rien dire pour les Affaires étrangères et l'ACDI. Du point de vue militaire, je vais dire simplement que quelqu'un nous a demandé si nous pouvions aider à fournir des spécialistes en planification stratégique. Je ne veux pas vous donner l'impression qu'ils essaient de contrôler quoi que ce soit. Ils essaient simplement d'aider en faisant une planification rudimentaire —

L'hon. Denis Coderre: Vous ne vous chargez pas de deux D, mais d'un seul, celui de la défense. Ce n'est pas... D'accord.

Vous avez une question à poser?

M. John Cannis (Scarborough-Centre, Lib.): Merci, général Howard.

Je vais prendre l'opération Achille comme exemple. Bâtir l'infrastructure, c'est une chose, mais c'en est une autre que de l'entretenir. Et le développement est encore autre chose. Vous avez parlé de l'Armée nationale afghane. Elle s'améliore et devient plus forte, ce qui est de la plus haute importance, mais qu'est-ce qui nous empêche de l'équiper correctement, par exemple de véhicules pour se déplacer? On lit partout qu'elle est bien entraînée, mais qu'elle est démunie. Pourriez-vous faire une réponse ou une simple observation?

Je trouve très inquiétante les nouvelles armes dont vous avez parlé, les missiles sol-air. Comment les insurgés obtiennent-ils ces armes? Comment les empêcher de le faire? D'où viennent-elles? Si seulement ils n'avaient pas ces armes, comment pourrait-on maintenir le bon travail que vous décrivez ici, assurer l'entretien, sécuriser ces zones, comme nous essayons tous de le faire? Comment s'attaquer au problème? À mon humble avis, c'est là le véritable enjeu. Comment les empêcher de se procurer ces armes pour que vous, nos hommes et femmes et tous les acteurs en cause puissiez accomplir votre travail?

• (0940)

Bgén A. J. Howard: Je vais commencer par la deuxième question. Il est certain que les forces militaires déployées en Afghanistan sont bien supérieures à celles des talibans. Nous avons des troupes fort bien dirigées, bien entraînées et bien équipées. Nous voulons garantir la sécurité de tous ceux qui sont là. Je dirais simplement que nous travaillons très fort avec nos partenaires. Nous travaillons avec d'autres partenaires internationaux. Chose certaine, le Canada pense que la collaboration avec le Pakistan est assez prometteuse. Il faut la poursuivre. Nous ne voulons plus que d'autres armes arrivent de l'étranger en Afghanistan.

Le président: Merci.

Monsieur Bachand.

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

La meilleure façon de permettre aux troupes canadiennes et internationales de sortir de l'Afghanistan un jour serait que l'Armée nationale afghane, ou l'ANA, et la police afghane puissent avoir le contrôle du territoire.

Je suis surpris que vous ne nous ayez pas rapporté qu'à Geresk, l'ANA et la police afghane s'étaient engagées dans une bataille au cours de laquelle 40 talibans auraient été tués.

Où se trouve Geresk sur votre carte? Cette localité est située dans la province de Helmand. Êtes-vous au courant de cet accrochage? Quel est le degré d'avancement de l'entraînement et le degré d'autonomie des forces afghanes? Ce type d'opération est-il planifié et a-t-il été autorisé par la chaîne de commandement normale?

[Traduction]

Bgén A. J. Howard: Pour ce qui est de l'endroit précis où s'est produit l'incident dont vous parlez, je n'ai pas les détails ici. Je me ferai un plaisir d'apporter l'information la prochaine fois. Je m'engage à la fournir à ma prochaine comparution.

En général, pour ce qui est du renforcement des capacités et de notre façon d'aider les Afghans à bâtir leur pays, il est clair que l'un des piliers est la sécurité. L'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane sont des éléments importants.

La Convention pour l'Afghanistan dit que l'Armée nationale afghane essaie de se donner des effectifs de 70 000 d'ici un ou deux ans. C'est là une étape importante. Ce qui a changé ces derniers mois, c'est notre interaction avec l'ANA au niveau local. Au cours de votre visite, on vous aura bien renseignés sur l'équipe de liaison observateur-mentor, le bon travail accompli par les soldats du bataillon de Québec. Travailler à leur côté donne d'excellents résultats.

Il est certain que nous essayons de leur donner les moyens d'assurer leur propre sécurité, et nous restons en arrière-plan pour les aider. Par exemple, nous ne quitterons pas la région de Zhari-Panjwahi tant que l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane ne pourront pas se charger elles-mêmes de la situation, car nous ne voulons pas que cette région retombe.

Nous travaillons conjointement — Je ne peux pas vraiment parler de ce qui se passe dans la province de Helmand. Je devrais étudier la question de plus près et voir quelles sont les interactions. Mais c'est la même chose qui se passe. Les Britanniques et les Afghans travaillent ensemble dans cette région.

[Français]

M. Claude Bachand: Mon général, vous avez également dit que certains soldats canadiens se déplaçaient de Kandahar à l'autre province pour apporter un soutien aux forces britanniques.

[Traduction]

Bgén A. J. Howard: Nous sommes juste à la frontière entre les provinces de Kandahar et de Helmand. Je vais devoir vérifier. L'essentiel de notre participation est une équipe de combat canadienne. J'oserais dire, sous réserve de vérification, que ces soldats travaillent avec les forces afghanes locales. Elles sont probablement venues avec nous de la province de Kandahar.

[Français]

M. Claude Bachand: Êtes-vous au courant de l'incident de Geresk dont je vous ai parlé?

[Traduction]

Bgén A. J. Howard: Non, je ne suis pas au courant. Il faudra que j'y regarde de plus près.

[Français]

M. Claude Bachand: Quand l'armée et la police afghanes mènent une opération, je suppose qu'elles ont reçu l'approbation de la chaîne de commandement.

● (0945)

[Traduction]

Bgén A. J. Howard: Certainement. Nous travaillons de façon parallèle.

Dans la province de Kandahar, par exemple, on commence à constituer une armée. Il y a des communications à divers niveaux, entre la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan et les officiers militaires supérieurs, et ensuite aux niveaux inférieurs successifs. C'est ce que nous faisons pour mener les opérations.

Les Afghans n'ont pas à nous demander la permission de mener des opérations dans leur région, mais nous avons commencé à établir des contacts. Il arrive qu'il y ait des activités dont nous ne voulons pas nécessairement parler, mais je dirais que, dans la majorité des

cas, il y a une bonne interaction entre les deux parties, et les deux chaînes de commandement sont très au courant de ce qui se passe.

[Français]

M. Claude Bachand: Une chaîne de commandement est-elle supérieure à l'autre? L'armée afghane peut-elle conduire des opérations avec la police afghane par elle-même, sans aviser la chaîne de commandement?

[Traduction]

Bgén A. J. Howard: Elle le peut si elle le veut. C'est son pays.

Le président: Merci, général.

Madame Black.

Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup de comparaître de nouveau. Il est agréable de vous revoir pour une nouvelle mise à jour.

Je voudrais revenir sur la question de M. Cannis au sujet des missiles sol-air et l'origine de ces armes. Cela me fait penser à la réflexion que vous avez eue sur les timides avancées que nous faisons du côté du Pakistan.

Que pensez-vous de l'activité à la frontière? Y a-t-il eu amélioration ou bien les talibans peuvent-ils franchir la frontière dans les deux sens avec une relative facilité? Croyez-vous que les missiles arrivent en Afghanistan de ce côté? Auriez-vous l'obligation de donner plus de précisions sur cette nouvelle évolution de la situation, les armes employées par les talibans?

Bgén A. J. Howard: Certainement. L'un des grands problèmes, partout où nous intervenons dans le monde, est la circulation d'armes illégales. Le problème n'est pas nouveau ni propre à l'Afghanistan. Il se pose partout.

Avec les services de renseignement de la plupart des pays de l'OTAN et en tout cas dans le Sud, nous nous efforçons ensemble de comprendre quand et où arrivent ces armes. Nous devons rester vigilants. Jusqu'ici, la vigilance a été extrême.

Je ne peux pas expliquer en détail certains des succès que nous avons remportés dans nos efforts visant à empêcher l'arrivée d'autres armes. Ce sera une excellente question à poser au général Hillier, lorsqu'il comparaitra. Il vient de rentrer de l'Afghanistan et il est passé au Pakistan. Il a rencontré là-bas tous ses homologues. Il y a un excellent dialogue et tous essaient, au lieu de s'en prendre les uns aux autres, de travailler ensemble pour résoudre le problème.

Quant à nous, nous sommes beaucoup plus optimistes au sujet de ce qui se passe le long de cette frontière. Grâce au partenariat avec le Pakistan et les forces de la FIAS, on s'efforce davantage de comprendre ce qui se passe dans la région frontalière.

Voici un petit exemple. Les Américains ont aidé les Pakistanais à mettre en place des clôtures dans certaines régions, sur les itinéraires connus pour que nous puissions exercer un meilleur contrôle et voir ce qui se passe. Avec le temps — Si vous m'aviez posé la question il y a six ou sept mois — Nous avons progressé sur ce plan-là, mais il faut rester vigilant.

Mme Dawn Black: De nombreux analystes — dont Gordon Smith, récemment, qui est un ancien sous-ministre — ont dit que, si la question du Pakistan n'était pas réglée, il était impossible de vraiment régler le problème de sécurité en Afghanistan.

Avez-vous de l'information à communiquer sur les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays? Je ne me souviens pas au juste, mais le général Howard ou un autre de nos témoins nous ont dit qu'il y avait 10 000 familles dans un camp juste à l'extérieur de Kandahar. Savez-vous si ces personnes déplacées réussissent à retourner chez elles, à quitter ces camps?

Bgén A. J. Howard: Si cela ne vous dérange pas, je préférerais aborder expressément cette question la prochaine fois que je viendrai.

Mme Dawn Black: D'accord, je vous en serais reconnaissante.

Bgén A. J. Howard: Il faut faire un peu d'analyse. Nous savons qu'il y a des camps de réfugiés dans toute la région. Leur retour chez eux est un point important.

Permettez-moi de me procurer quelques renseignements pour pouvoir vous informer.

Mme Dawn Black: On nous a dit qu'il y avait 10 000 familles tout près de Kandahar et qu'il y avait d'autres camps dans la province. Je voudrais avoir une idée de l'ampleur du problème. On nous a dit aussi que les livraisons de denrées alimentaires ne suffisaient pas.

Vous avez parlé de l'ANA et de la PNA. En Afghanistan, on nous a dit que la PNA avait de sept à huit ans de retard par rapport au développement qui était prévu après l'Accord de Bonn à propos de la force policière nationale afghane. Avez-vous observé des progrès appréciables?

Lorsque nous sommes allés là-bas, nous avons vu non seulement que des Canadiens travaillaient avec la PNA, mais aussi que les Américains étaient présents à Kandahar, de même que des entrepreneurs privés. Comment cela cadre-t-il avec le travail de la FIAS sur le développement de l'ANA et de la PNA? Je sais que les forces américaines relèvent de l'OTAN, mais où les entrepreneurs privés se situent-ils?

● (0950)

Bgén A. J. Howard: Je ne peux rien dire de précis sur les entrepreneurs privés. Je ne sais pas. Mais il y a en Afghanistan un quartier général, le Combined Security Transition Command. Il est dirigé par les États-Unis, mais on y trouve aussi des Canadiens. Nous y avons un brigadier-général. Ce commandement est responsable du développement de l'armée et de la police. Je vous propose là encore de vous fournir plus de détails à ma prochaine comparution.

Mme Dawn Black: Je vous en serais reconnaissante. Merci.

Le président: Merci, madame Black

La prochaine fois, vous arriverez avec une pleine mallette, monsieur.

Bgén A. J. Howard: Au moins, je pourrai fournir au comité l'information qu'il veut. Je vais m'occuper de ces questions.

Le président: D'accord, nous allons terminer les questions par une intervention d'un député ministériel.

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Merci, monsieur le président. Merci général, d'être parmi nous aujourd'hui.

La question est délicate, mais au moment de la dernière rotation, à l'automne 2006, des témoins ont dit au comité que les talibans utilisaient nos médias pour livrer une guerre psychologique. Ils ont prévu leurs attaques au moment de la rotation pour décourager les nouvelles troupes qui arrivaient sur le terrain et faire en sorte que celles qui partaient soient aussi un peu déprimées.

Je remarque que la dernière rotation s'est faite sans doute plus facilement, car il y a eu moins d'attaques. Faut-il y avoir un signe de progrès, ou s'agit-il d'une question de saison? Comment expliquez-vous ce qui semble être un nombre inférieur d'incidents, d'après votre diapo? Quelle est l'explication? Est-ce à cause du moment de l'année, ou bien est-ce qu'on accomplit des progrès?

Bgén A. J. Howard: Merci de votre question.

Prédire ce que font les talibans et chercher des causes, c'est sans doute comme essayer de prévoir la météo. C'est très complexe, et il est parfois impossible de faire des prédictions.

Jusqu'ici, en Afghanistan, il y a eu une sorte d'accalmie pendant l'hiver. Certains aiment parler d'« offensive du printemps ». Je parle de l'accalmie hivernale. On pense que les choses se calment, puis elles ont tendance à reprendre.

Selon moi, la FIAS réussit à perturber les activités des talibans.

On voit bien des choses dans les journaux, et je ne veux pas les dénigrer, mais nous sommes très heureux de la façon dont la dernière rotation s'est déroulée. Il est excellent qu'elle puisse se faire lorsqu'il n'y a pas beaucoup d'activité militaire. Nous estimons que cela a été une grande réussite.

Le succès que nous avons remporté à l'extérieur de la ville de Kandahar, dans la région de Zhari-Panjwaii, témoigne de la qualité du travail accompli par les troupes, par les soldats du Canada, si je peux me permettre de faire leur éloge. Tout le travail qu'ils ont fait pour établir des contacts avec les habitants a rendu la région un peu plus sûre.

Nous encourageons nos collègues britanniques, qui vont tenter de faire la même chose à Helmand.

Lorsque la paix sera instaurée dans cette province du Sud, que nous pourrons mieux nous établir, poursuivre le travail de développement, cette tendance devra s'affirmer.

Il serait stupide de ma part de prétendre que toutes les difficultés ont été aplanies, mais il y a des motifs d'optimisme et nous sommes dans la bonne voie. Il faudra y mettre beaucoup de temps. Il faut tenir bon avec les Afghans et essayer d'atteindre la zone des buts, si je peux dire, mais il faut du temps. Il reste que, en ce moment, nous sommes très satisfaits de ce qui se passe dans la province de Kandahar.

• (0955)

M. Blaine Calkins: Sans entrer dans les détails outre mesure, lorsque vous dites que les forces de la FIAS peuvent déstabiliser les talibans, cela semble indiquer que nous sommes d'une certaine façon en train de gagner le coeur et l'esprit de certains Afghans, car vous ne pouvez pas obtenir de résultats sans renseignements, et on obtient les renseignements en communiquant avec beaucoup d'habitants de l'endroit et en exploitant différentes autres sources. Diriez-vous que la bataille des coeurs et des esprits se déroule beaucoup mieux?

Bgén A. J. Howard: Au cours de l'opération Baaz Tsuka, nous avons demandé à un gouverneur dans la province de Kandahar de

participer. Nous lui avons demandé : « S'il vous plaît, parlez avec les aînés locaux. Nous devons comprendre quels sont leurs besoins. Il faut que nous sachions également s'ils savent où se trouvent les caches d'armes, etc. » Les communications sont bien meilleures. Les Afghans comprennent maintenant ce que les Canadiens veulent faire et favoriser. Bâtir la confiance est un travail quotidien.

Les talibans feront tout pour perturber cette évolution des choses. Mais il y a des familles qui sont retournées dans la région de Zhari-Panjwahi. Grâce à la participation du gouverneur et parce que nous avons pu amener des partenaires internationaux à aider à la reconstruction, je crois pouvoir dire sans exagérer qu'il y a un certain optimisme. Nous remportons des succès.

M. Blaine Calkins: Merci.

Le président: Merci, monsieur. Nous avons hâte à vos prochaines comparutions.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.